



# RIPOSTE RÉGIONALE DE LA SADC FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Se focalisant sur les initiatives mondiales en matière de vaccins, la répression, la sécurité, les normes, la qualité et les initiatives de relance post-Covid-19

Bulletin No.13

#COVID19SADC

# TABLE DES MATIÈRES

	Page
Résumé Analytique .....	2
1 Situation Épidémiologique Mondiale et Nouveaux Développements sur la COVID-19 .....	3
2 Perspectives dans la Région de la SADC .....	4
3 Commentaires de la Communauté sur la Perception du Risque Associé à la COVID-19 Après la Levée des Mesures de Confinement .....	5
4 Webinaire Conjoint de la SADC, de L'uneca et de L'afcdc sur la Plateforme Africaine D'approvisionnement en Médicaments .....	6
5 Mise a Jour de la Situation Frontaliere dans la Region de la SADC .....	6
6 Soutien des Institutions Financières Multilatérales et des Partenaires Internationaux dans le Cadre de la Lutte Contre la COVID-19 .....	7
7 Application de la loi et la Sécurité .....	9
8 Normes et Qualité .....	12

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le quatorzième édition du rapport de Covid-19 de la SADC fait le point sur l'Initiative mondiale en faveur des vaccins et sur la préparation des États membres à la mise en place de vaccins dans un avenir très proche. Le rapport présente une étude de cas sur la réponse de Maurice face à la Covid-19 et sur la manière dont le pays a fait face à la pandémie avec succès. Le rapport fournit en outre des informations sur la plateforme

africaine d'approvisionnement en fournitures médicales (AMSP), une plateforme accessible aux États membres à l'échelle de l'Afrique, qui permet de trouver des solutions efficaces, innovantes et de pointe en matière d'achat de fournitures et d'équipements médicaux.

Compte tenu de l'impact négatif de Covid-19 sur les économies du monde, les institutions financières

internationales et les partenaires de la coopération internationale ont mis des ressources à la disposition des États membres afin de soutenir les programmes de relance économique. Le rapport fournit des informations détaillées sur les États membres qui ont bénéficié de ce programme. Dans cette édition, nous avons également documenté et décrit plus en détail l'impact de Covid-19 sur le secteur de la sécurité et de l'application de la loi.

## LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DES RAPPORTS SONT RÉSUMÉES CI-DESSOUS

- Les États membres sont invités à se préparer au lancement prévu des vaccins et à explorer des partenariats afin de répondre à leurs besoins en matière de vaccins.
- Les États membres sont invités à s'inscrire et à utiliser l'AMSP afin de bénéficier de la plateforme d'approvisionnement efficace et innovante.
- Les États membres sont invités à partager les informations et à tirer des enseignements des meilleures pratiques mondiales, régionales et nationales afin d'améliorer leur réponse face à la Covid-19.
- Les États membres sont instamment invités à mettre en place des systèmes de santé dotés de ressources suffisantes et résistants afin d'atténuer le risque que la pandémie fait peser sur la reprise économique. La relance économique est impossible tant que la crise sanitaire n'aura pas pris fin ou que la propagation du virus n'aura pas été maîtrisée.
- Au fur et à mesure de la relance économique, les États membres sont invités à assurer les évaluations cliniques des symptômes, un test de dépistage, une traçabilité et un traitement à grande échelle et à contribuer à l'application des lignes directrices en matière de santé publique.
- Les États membres sont encouragés à poursuivre les mesures de secours et les filets de sécurité afin de protéger les personnes vulnérables, à injecter des liquidités permettant d'éviter les faillites inutiles et à maintenir les liens entre les travailleurs et leurs entreprises afin de garantir un redémarrage rapide le moment venu.
- Compte tenu de l'évolution des tendances récentes de la criminalité, les États membres sont invités à investir davantage de ressources dans la police et les autres services répressifs afin de renforcer leur capacité à faire respecter la loi.
- Les États membres et le Centre régional d'alerte rapide (REWC), en tant que composantes du système régional d'alerte rapide, devraient continuer à partager des informations/renseignements et à produire des rapports d'alerte rapide avec les décideurs afin de garantir des actions rapides et d'éviter que les situations ne dégénèrent en conflits.

# 1. SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE MONDIALE ET NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS SUR LA COVID-19



Au total, près de 27 millions de cas de Covid-19 et 900 000 décès liés à cette maladie ont été signalés dans le monde. Plus de 1,8 million de nouveaux cas de Covid-19 et 37 000 nouveaux décès ont été signalés pour la semaine du 6 septembre, soit une hausse de 5% du nombre de cas et une baisse de 2% du nombre de décès par rapport à la semaine précédente (24 au 30 août).

## 1.1 Mises à jour sur les initiatives mondiales relatives au vaccin contre la COVID-19

La pandémie mondiale a déjà causé la perte de centaines de milliers de vies et perturbé la vie de milliards d'autres personnes. Outre la réduction des pertes tragiques en vies humaines et la maîtrise de la pandémie, l'introduction d'un vaccin permettra d'éviter la perte de 375 milliards USD par mois au profit de l'économie mondiale<sup>1</sup>. Assurer un accès mondial équitable à un vaccin, en particulier en protégeant les travailleurs de la santé et les personnes les plus exposées, est le seul moyen d'atténuer l'impact de la pandémie sur la santé publique et l'économie (FMI;2020). Sitôt la pandémie de Covid-19 déclenchée, il est apparu clairement que la lutte contre cette crise mondiale ne se limitait pas à la seule utilisation des vaccins anti-Covid-19, mais qu'il fallait aussi veiller à son accessibilité pour tous les habitants de la planète.

Cela a incité les dirigeants au niveau mondial à demander une solution qui accélérerait le développement et la fabrication des vaccins anti-Covid-19, ainsi que le diagnostic et le traitement, et garantirait un accès rapide, juste et équitable à ces vaccins pour les populations de tous les pays.

## 1.2 Que représente COVAX

Il s'agit d'une collaboration mondiale, à

laquelle participent actuellement 170 pays représentant collectivement 70% de la population mondiale. COVAX possède le portefeuille de vaccins anti-Covid-19 le plus vaste et le plus diversifié au monde et, à ce titre, représente le meilleur espoir de mettre rapidement un terme à la phase critique de cette pandémie.

COVAX réunit des gouvernements, des organisations de santé mondiales, des fabricants, des scientifiques, le secteur privé, la société civile et des organisations philanthropiques, dans le but de fournir un accès innovant et équitable aux diagnostics, aux traitements et aux vaccins anti-Covid-19. C'est le seul effort visant à garantir l'accès aux vaccins anti-Covid-19 dans le monde entier une fois qu'ils seront disponibles, quelle que soit leur situation financière. Pour plus d'informations sur COVAX, veuillez consulter le lien suivant: <https://www.gavi.org/vaccineswork/covax-explained>

## 1.3 Essais de solidarité en matière de vaccins et participation des États membres de la SADC

Alors que les pays du monde entier se préparent à se doter d'un vaccin, des progrès ont été réalisés par les scientifiques, les gouvernements et la Communauté internationale dans son ensemble afin d'accélérer la mise au point d'un vaccin anti-Covid-19 sûr et efficace dans un délai raisonnablement court. Actuellement, il n'existe pas de vaccin permettant la prévention de Covid-19. Cependant, des essais sont menés dans le monde entier et les chercheurs travaillent d'arrache-pied pour mettre au point un vaccin anti-Covid-19. Historiquement, il a fallu 2 à 5 ans pour mettre au point des vaccins, mais grâce à un effort concerté à l'échelle mondiale, les chercheurs pourraient potentiellement développer un vaccin dans un délai plus court avec la

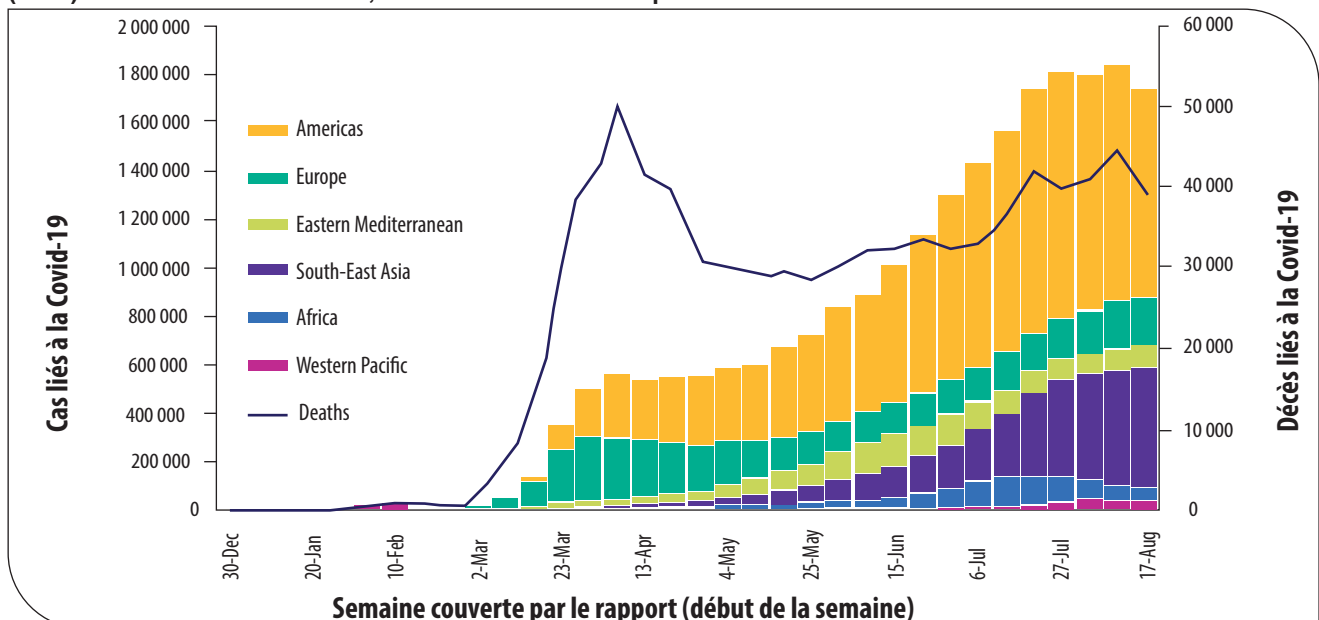
collaboration de plusieurs acteurs et parties prenantes. De même que pour les produits pharmaceutiques, le développement d'un vaccin suit également des phases d'essais précliniques et cliniques rigoureuses.

Sur les 148 vaccins potentiels sur lesquels les chercheurs travaillent, 17 sont actuellement en phase d'essai clinique sur des humains aux États-Unis, en Chine, au Brésil et en Allemagne, entre autres. Un essai de vaccin est en cours en Afrique du Sud, il s'agit du premier essai en Afrique d'un vaccin anti-Covid-19. L'essai de vaccin en Afrique du Sud permet de tester le vaccin développé par l'Institut Jenner de l'Université d'Oxford, qui est également testé au Royaume-Uni et au Brésil.

L'essai en Afrique du Sud impliquera 2 000 volontaires âgés de 18 à 65 ans, dont certains patients séropositifs, afin d'évaluer la sécurité du vaccin et sa capacité à protéger au mieux la population. Le développement d'un vaccin est très important afin de mettre fin à la pandémie, c'est l'un des outils les plus puissants en matière de santé publique et il assurerait une protection à long terme contre la Covid-19.

Cependant, même si certains vaccins sont en phase finale d'essais cliniques, il reste encore de nombreux défis à relever pendant les phases d'essai, ce qui pourrait retarder la rapidité avec laquelle un vaccin est jugé sûr et finalement approuvé pour l'usage humain. Il convient également de noter que certains pays pourraient ne pas être en mesure de se procurer des vaccins en raison d'exclusions liées à la situation des revenus. D'où l'appel à la solidarité et à un effort coordonné visant à permettre aux États membres de se préparer à bénéficier du lancement du vaccin dans un avenir proche.

**Nombre de cas de Covid-19 signalés chaque semaine par région de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et nombre total de décès, du 30 décembre au 6 septembre 2020**



## 2. PERSPECTIVES DANS LA RÉGION DE LA SADC

Le tableau 1 ci-dessous met en évidence la situation relative à la Covid-19 dans la région de la SADC au 13 septembre 2020

Pays	Cas confirmés	Nombre total de décès	Rétablissement	Cas actifs	Cas par 1M
Angola	3335	132	1289	1914	101
Botswana	2252	10	597	546	954
Comores	456	7	415	34	522
RDC	10390	264	9756	370	115
Eswatini	5050	98	4188	739	4344
Lesotho	1245	33	528	684	580
Madagascar	15737	210	14349	1178	568
Malawi	5678	177	3724	1777	295
Maurice	361	10	335	16	284
Moçambique	5040	35	2905	2100	160
Namibie	9604	96	5811	3695	3767
Seychelles	138	0	136	2	1401
Afrique du Sud	6E+05	15427	6E+05	56364	10903
Tanzanie	509	21	183	305	9
Zambie	13466	312	12007	1147	729
Zimbabwe	7508	224	5675	1609	504
<b>Total da SADC</b>	<b>728983</b>	<b>17056</b>	<b>638321</b>	<b>72480</b>	<b>2228</b>

Le tableau montre une baisse constante des cas dans la plupart des États membres, la plupart des États

membres ayant atteint le pic. Malgré cette tendance à la baisse des infections, les États membres sont

tenus de continuer à mettre en œuvre les mesures sanitaires définies par les autorités sanitaires.

### 2.1 Étude de cas sur l'île Maurice - La réaction rapide et décisive de Maurice freine la propagation de Covid-19

Selon l'OMS, Maurice a signalé les premiers cas de Covid-19 le 18 mars. Il n'a fallu que cinq semaines pour ramener les infections d'un groupe de cas locaux à zéro cas, devenant ainsi le premier pays africain à contenir la propagation de Covid-19. Ce succès est largement dû à la rapidité avec laquelle les autorités ont mis en œuvre une série de mesures de prévention et de contrôle rigoureuses.

La réponse nationale a été rapide et décisive. Peu après la détection des premiers cas, l'île Maurice a imposé des mesures de confinement au niveau national, renforcé les évaluations cliniques des symptômes, la recherche des contacts et la sensibilisation du public aux mesures préventives. Le pays a également renforcé les tests de dépistage et a investi davantage de ressources dans la lutte, en se procurant des médicaments et du matériel.

Des équipes d'intervention rapide ont été mises en place et déployées dans chaque hôpital régional, et tous les agents de santé participant à la prévention et au contrôle dans le cadre de Covid-19 ont été équipés

*Le Groupe de travail national sur COVID-19, qui se réunissait quotidiennement et était présidé par le Premier ministre Jugnauth, a procédé à la recherche des contacts, aux tests et au traitement. Piliers de la riposte «Une recherche méticuleuse des contacts a permis au pays de sauver de nombreuses vies»*

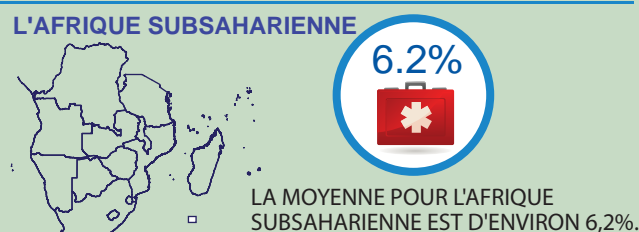
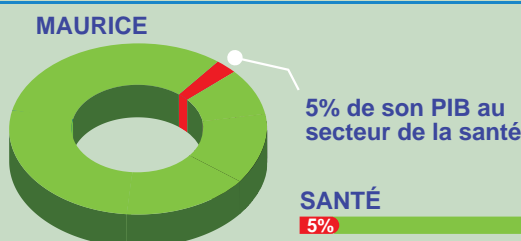
**Le Dr Kailash Kumar Jagatpal, ministre mauricien de la santé, a déclaré lors du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique 202**

d'équipements de protection individuelle. Le gouvernement a également veillé au bien-être du personnel de santé. Tous ceux qui travaillent dans des centres de quarantaine ou de traitement ont reçu 10 jours de congé après chaque semaine de travail, ils sont ensuite testés deux fois et autorisés à reprendre le travail si les deux tests sont négatifs. L'expérience de la nation insulaire dans la gestion des

épidémies de malaria, de chikungunya et de dengue et son système de surveillance bien établi ont été une bénédiction pour la détection et la réponse à la Covid-19.

Ce succès est attribué à l'engagement politique élevé, à la forte préparation et à la coordination de la réponse, dans lesquels l'OMS a joué un rôle clé. En outre, le système de santé publique avancé du pays a joué un rôle important dans ce succès. L'île Maurice consacre environ 5% de son PIB au secteur de la santé. La moyenne pour l'Afrique subsaharienne est d'environ 6,2%. L'île Maurice se classe parmi les pays à revenu élevé pour de nombreux indicateurs de santé tels que l'espérance de vie et les taux de mortalité infantile ou maternelle. Selon le Premier ministre de la République de Maurice, « il est essentiel de disposer d'un système de santé efficace à un moment où nous sommes confrontés à la pandémie de Covid-19, le gouvernement continue à investir de manière importante dans le secteur de la santé pour les générations actuelles et futures ».

Source: WHO-AFRO; 2020



### 3. COMMENTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ SUR LA PERCEPTION DU RISQUE ASSOCIÉ À LA COVID-19 APRÈS LA LEVÉE DES MESURES DE CONFINEMENT

Étant donné que les pays continuent à ouvrir leurs frontières à la circulation des personnes et des biens, il est nécessaire d'intensifier la communication sur les risques afin d'atténuer les craintes, les idées fausses, la stigmatisation et la discrimination. Cette section du rapport documente les principales tendances des réactions des communautés rapportées par les agences intervenant dans le cadre de Covid-19 en Afrique australe pour le mois de juillet/août 2020.

Réponses fournies par 9 organisations partenaires qui soutiennent les États membres dans la réponse à la Covid-19, notamment CARE, la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), Internews, Novetta/Africa CDC, Oxfam, Save the Children, Shujaaz Inc., l'UNICEF et l'OMS.

Des tendances en matière de commentaires ont été signalées en Tanzanie, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Zimbabwe, à Madagascar, aux Seychelles, à Eswatini et au Lesotho. Les tendances

ci-dessous ont été observées par le biais des canaux de commentaires des communautés, qui comprenaient des discussions en face à face lors d'activités de mobilisation sociale, des émissions de radio interactives, des réunions communautaires, des discussions de groupes de réflexion et d'autres canaux. Nous fournissons également des recommandations non exhaustives à l'attention des États membres, tout en les invitant à élargir leur champ d'action en fonction de l'expérience de chaque pays.

PROBLÈME	PERCEPTION	RECOMMANDATIONS AUX ÉTATS MEMBRES
Perception du risque faible et décroissante	Afin de dissiper l'impression que l'épidémie a été éradiquée, n'est pas un problème sérieux ou n'existe pas.	Les États membres sont invités à intensifier l'engagement de la communauté et à concevoir des moyens d'expliquer que la levée des mesures de confinement ne signifie pas que l'épidémie a été éradiquée.
	Lutter contre l'idée selon laquelle la maladie ne touche que les communautés riches	Intensifier l'engagement des médias et continuer à évaluer la perception de la population sur la situation épidémiologique actuelle et le niveau de risque auquel eux et leur communauté sont confrontés.
	Combattre la perception selon laquelle les enfants sont capables de résister à la Covid-19	Trouver des moyens de faire partager les témoignages de personnes des communautés locales qui se sont remises de la Covid-19 par le biais des médias et des communautés afin de montrer que la maladie est bien réelle et qu'elle est capable de toucher tout le monde. Par exemple, inviter les travailleurs du secteur de la santé, les mobilisateurs sociaux et les personnalités communautaires de confiance et respectées qui ont été victimes du virus à partager leurs témoignages dans les médias ou dans le cadre d'activités communautaires. Concevoir des séances de sensibilisation de la communauté qui montreront le fait que n'importe qui peut être infecté par le virus responsable de la Covid-19, indépendamment de sa race, de son origine ethnique, de son sexe ou de son âge. Solliciter le soutien des médias locaux et nationaux afin de lutter contre la méfiance et le déni par le biais de leurs reportages, par exemple organiser des webinaires pour les médias sur le sujet ou faciliter les visites des centres de traitement de Covid-19.
Non-respect et défis des mesures préventives	Afin de relever les défis de la pratique de la distanciation physique	Contrôler l'application de la distanciation sociale dans les lieux publics, y compris l'espacement adéquat entre les individus, en définissant la limite du nombre de personnes à autoriser dans un espace fermé donné en fonction de sa taille.
		Le lavage des mains et la désinfection avant d'entrer dans un espace partagé sont obligatoires. Envisager d'autres mesures qui obligeront chaque personne à respecter les protocoles de santé publique.
Idées fausses et préoccupations concernant les masques faciaux	Afin de répondre aux préoccupations concernant les masques faciaux	La campagne de sensibilisation du public à l'utilisation des masques faciaux comprendra des personnes influentes telles que des célébrités, des chefs religieux et d'autres personnes qui plaideront en faveur de l'utilisation des masques faciaux.
		Cette campagne devrait également cibler des personnalités importantes telles que les hommes politiques, les personnels en uniforme et autres afin de mettre en évidence leur responsabilité en tant que modèles.



# WEBINAIRE CONJOINT

## Plateforme Africaine D'approvisionnement En Médicaments

### 4. WEBINAIRE CONJOINT DE LA SADC, DE L'UNECA ET DE L'AFDCDC SUR LA PLATEFORME AFRICAINE D'APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS

Le 4 septembre, le secrétariat de la SADC, en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et le Centre africain de contrôle des maladies (AfCDC), a organisé un webinaire pour présenter la Plateforme africaine d'approvisionnement en médicaments (AMSP). Dix pays ont participé à ce webinaire, notamment la Namibie, l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Malawi, l'Afrique du Sud, Eswatini, le Mozambique, l'île Maurice et le Zimbabwe. La Plateforme africaine d'approvisionnement

en médicaments (AMSP) est une initiative conjointe de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), du Centre africain de contrôle des maladies (CDC), de la banque Afrexim et de l'envoyé spécial de l'Union africaine, Strive Masiyiwa.

Elle a été créée pour relever les défis résultant de la Covid-19, en vue de promouvoir l'accès à des médicaments sûrs et abordables de qualité en Afrique, grâce à des achats groupés, ainsi que de renforcer la production locale pour améliorer les résultats sanitaires, conformément aux objec-

tifs de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).

La plateforme met également l'accent sur la présentation de produits fabriqués en Afrique. Outre la recherche active et la mise en valeur des certifications locales et internationales, un droit de premier refus est accordé aux fabricants et aux transporteurs africains chaque fois que cela est possible. Les États membres sont encouragés à utiliser la plateforme afin de faciliter l'acquisition sans heurts de produits et de fournitures sanitaires.

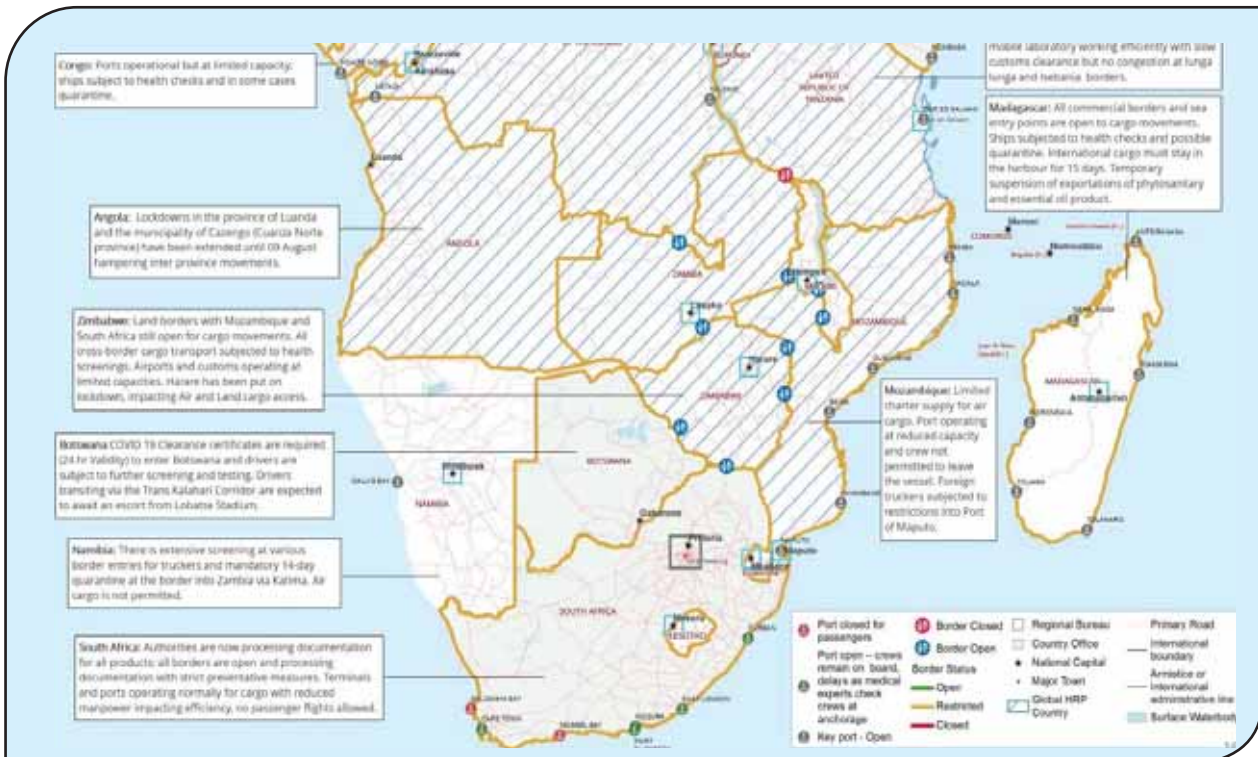
### 5. MISE A JOUR DE LA SITUATION FRONTALIERE DANS LA REGION DE LA SADC

Les États membres de la SADC ont continué d'assouplir les mesures économiques et se mettent progressivement à ouvrir le trafic aérien, maritime et terrestre national et

international afin de favoriser la relance économique post-Covid.

La figure ci-dessous illustre certains des points de passage frontaliers qui ont

été ouverts dans les États membres et certaines considérations essentielles concernant les voyageurs et les entreprises.



(Source WFP-RBJ)

## 6. SOUTIEN DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MULTILATÉRALES ET DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

Le Conseil des Ministres de la SADC, lors de sa réunion du 18 août 2020, a chargé le Secrétariat de partager des mises à jour bi-hebdomadaires sur les ressources disponibles des institutions financières multilatérales et des partenaires internationaux de coopération qui soutiennent la lutte contre la Covid-19. Le statut du soutien du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale n'a pas changé par rapport au rapport précédent. Par conséquent, le présent rapport se concentre sur le soutien fourni par le Groupe de la Banque africaine de développement et la Banque africaine d'import-export.

### 6.1 Groupe de la Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement (BAD) a introduit des mesures visant à soutenir les pays africains afin de freiner la propagation de Covid-19 et d'atténuer ses effets négatifs sur les économies et les moyens de subsistance. Le Groupe de la Banque africaine de développement a mobilisé **10 milliards USD** afin de créer la facilité de réponse rapide de Covid-19. Cette facilité de **10 milliards USD** profitera aux gouvernements et au secteur privé ; un lien social de **3 milliards USD** a été mis en place sur l'ensemble du continent et une subvention de **2 millions USD** a été accordée à l'Organisation mondiale de la santé. L'objectif principal est de réduire l'impact économique et social de la pandémie. Les dispositions spécifiques à chaque pays dans le cadre de cette facilité n'ont pas encore été rendues publiques. Cette intervention vise également à soutenir les efforts visant à contenir la propagation du virus, à augmenter les ressources publiques allouées au secteur de la santé et à renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables.

Elle vise également à maintenir les moyens de subsistance et à soutenir les entreprises et l'industrie nationales afin de préserver le système de production et d'ouvrir la voie à une relance rapide. Les États membres du Fonds africain de développement (FAD) de la SADC, tels que le Lesotho, le Malawi, Madagascar, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe, ont reçu un soutien financier afin de renforcer leur capacité à coordonner les mesures de lutte contre la pandémie, y compris la surveillance et la sensibilisation dans les six pays bénéficiaires. D'autres enveloppes financières récemment approuvées sont résumées ci-dessous :

#### Angola

Le 15 avril 2020, la BAD a approuvé une enveloppe financière de 40 millions USD pour soutenir les petites et moyennes entreprises pendant la Covid-19. Cette enveloppe comprend une ligne de crédit

de 32 millions USD de la Banque africaine de développement et un financement parallèle de 8 millions USD du Fonds « Africa Growing Together » (AGTF), un fonds de cofinancement parrainé par la Banque populaire de Chine et administré par la Banque africaine de développement.



Cette facilité fournit un financement à long terme requis par la Banco Millennium Angola (BMA), l'une des plus grandes banques commerciales d'Angola et l'un des principaux bailleurs de fonds des entreprises nationales, en particulier des petites et moyennes entreprises. Ce prêt soutiendra les besoins d'expansion des petites et moyennes entreprises (PME) orientées vers la croissance et opérant principalement dans l'agriculture, l'agro-industrie et la fabrication locale. Cette enveloppe contribuera également à la création d'emplois directs et indirects, à la réalisation d'économies de devises étrangères indispensables grâce à la substitution des importations, et à la mise en place de bases pour stimuler les exportations vers les pays voisins. L'aide vise également à stimuler la création d'emplois grâce à une série de projets diversifiés, qui contribueront aux efforts de l'Angola pour parvenir à une croissance inclusive et durable ainsi qu'à la diversification économique dans un pays fortement tributaire des recettes d'exportation du pétrole.

#### Maurice

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de **188 millions d'euros** à la République de Maurice afin de financer un programme national de soutien budgétaire pour répondre à la pandémie de Covid-19. L'objectif de la facilité de réponse rapide (CRF) de Covid-19, créée par le gouvernement mauricien, est de soutenir la réponse

nationale à la lutte contre l'épidémie en cours, et d'atténuer les effets économiques et sociaux négatifs de la maladie.

Cette réponse repose sur trois piliers : la consolidation des systèmes de santé, la protection des moyens de subsistance, la sécurité des revenus et l'accès aux biens et services essentiels, et la mise en place d'un secteur privé résilient en prélude à la relance de l'économie. La CRF vise à renforcer la préparation et le soutien des groupes vulnérables et du secteur informel, tout en finançant des régimes de protection sociale, en réduisant les pertes d'emploi et en renforçant la résilience des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Bien que les plus vulnérables soient les principaux bénéficiaires de ce programme, celui-ci couvre également les travailleurs du secteur informel, en particulier les citoyens qui risquent d'être licenciés en raison de l'impact de Covid-19.

#### Seychelles

En juin 2020, les Seychelles ont obtenu un prêt de **10 millions USD** afin de soutenir le programme d'intervention du gouvernement dans le cadre de la Covid-19. Le prêt sera utilisé pour la stabilisation macroéconomique, le renforcement des réponses sanitaires nationales à la pandémie de Covid-19, et la sauvegarde des moyens de subsistance et des filets de sécurité sociale. Cette mesure s'inscrit dans un contexte de forte baisse des recettes. Le soutien aidera également le gouvernement des Seychelles à répondre efficacement à l'immense charge financière qui pèse sur lui alors qu'il s'efforce d'améliorer les systèmes de santé du pays, d'atténuer les pertes d'emploi et de réparer les pertes de revenus des entreprises et des ménages.

Les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ont été plus dévastatrices que la maladie elle-même aux Seychelles. Le tourisme est l'une des industries les plus touchées au monde, mais il constitue la principale source de revenus des Seychelles, représentant 25% de son PIB. Le soutien de la Banque vient s'ajouter aux efforts du gouvernement visant à protéger le pays contre les effets de la pandémie. Le programme de réponse à la crise est aligné sur la stratégie décennale du groupe de la Banque - TYS (2013-2022) et sur les priorités du Hi5s, en particulier « améliorer la qualité de vie des populations africaines ».

L'opération est également alignée sur le « Country Strategy Paper (2016-2020) » de la Banque des Seychelles, qui vise à stimuler l'activité du secteur privé afin de soutenir la diversification économique par le biais de réformes politiques.

## Zimbabwe

En mai 2020, la BAD a approuvé, dans le cadre de la Facilité de soutien à la transition du Fonds africain de développement (FAD) 14, un don de **13,7 millions USD** destiné à renforcer le système de santé et à stimuler les efforts de lutte contre la Covid-19 au Zimbabwe. Le fonds a été accordé afin de soutenir les intervenants de première ligne et le personnel de santé ciblés et de renforcer l'indice de sécurité sanitaire mondiale du pays à la suite de la pandémie du nouveau coronavirus. Ce fonds permettra de soutenir **15 banlieues urbaines** à forte densité à Harare, des cantons satellites et des établissements de santé ciblés dans d'autres régions du pays. Les activités prévues dans le cadre du projet comprennent le renforcement des capacités en matière de protocoles de prévention et de gestion de Covid-19 pour le personnel de santé et les populations des régions ciblées et l'amélioration de l'accès aux installations de lavage des mains de Covid-19 à Harare, dans les cantons satellites et dans d'autres régions touchées. Le projet fournit également du matériel médical de Covid-19 et des kits de tests de laboratoire, des équipements de protection individuelle (EPI) ; mise en place d'installations de lavage des mains par la réhabilitation/construction de forages ; et formation du personnel de santé et des techniciens de laboratoire au niveau communautaire sur les protocoles de prévention et de gestion des cas de Covid-19. Le ministère zimbabwéen de la santé et des soins aux enfants est chargé de la mise en œuvre du projet en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé. Le projet devrait bénéficier directement à plus de **680 000 personnes**. Le projet renforce les activités prévues en cours afin de contribuer à renforcer la résilience du système de santé, tout en protégeant les moyens de subsistance de la population vulnérable du Zimbabwe au-delà de la fin de la pandémie.

### 6.2 Banque Africaine d'Import-Export

La Banque Africaine d'Export-Import a promis **3 milliards** de dollars de ressources afin d'aider les pays membres, y compris son secteur privé, à répondre à la crise. Cet ensemble d'outils est constitué de lignes de crédit, de garanties ou des échanges, parmi tant d'autres. Son objectif est de soulager la plupart des effets indirects de la pandémie, notamment les risques élevés de dettes et les pays gravement touchés par le déclin des secteurs pétrolier, gazier et minier.

La facilité PATIMFA de la Banque Africaine d'Export-Import (Afreximbank) aidera les pays africains à faire face aux impacts économiques et sanitaires de la pandémie de Covid-19. PATIMFA fournit des financements afin d'aider les pays membres d'Afreximbank à s'adapter de manière ordonnée

aux chocs financiers, économiques et des services de santé causés par la pandémie de Covid-19. **L'objectif est d'aider ses États membres :**

- à respecter les obligations de paiement de la dette commerciale ;
- à soutenir et stabiliser les réserves de change des banques centrales des pays membres ;
- à gérer toute baisse soudaine des recettes fiscales résultant d'une diminution des recettes d'exportation ; et
- avec des facilités de financement du commerce pour l'importation des besoins urgents de lutte contre la pandémie.

*Les performances économiques du troisième trimestre de 2020 devraient s'améliorer par rapport au trimestre précédent, car les pays ont partiellement ou totalement assoupli les restrictions en fonction de leur degré de préparation à une flambée des infections.*

En ce qui concerne les bénéficiaires, les gouvernements des États membres prennent l'initiative de demander l'aide. La majorité des fonds sont acheminés vers les ministères de la santé, des affaires sociales et de l'économie, en première ligne de la réponse nationale. La plupart des pays ont mis en place des programmes spéciaux dans le cadre de la Covid-19 qui bénéficient d'un soutien technique en matière de santé de la part d'agences de développement bilatérales telles qu'Enabel, l'Agence française de développement (AFD), et Département du développement international (DFID).

### 6.3 Mesures de relance économique post-Covid-19

L'extrême distanciation sociale et les mesures de confinement introduites dans le monde entier en mars 2020 suite à la pandémie de Covid-19 ont entraîné un ralentissement économique plus grave que prévu. La crise économique provoquée par la Covid-19, que le Fonds monétaire international (FMI) a appelée "le grand confinement", s'est avérée être la plus grande calamité économique depuis la crise de la Grande Dépression. La gravité et la rapidité des baisses de la production économique, de l'emploi et de la consommation pendant le Grand Confinement ont été bien plus importantes qu'au début de la Grande Dépression. Le degré de perturbation économique varie toutefois d'un pays à l'autre selon les facteurs tels que le bien-être économique d'un pays avant la pandémie, la structure économique

en termes de diversification, la préparation et la solidité du mécanisme de réponse, la marge de manœuvre budgétaire, le développement du système de santé, les progrès technologiques et l'adéquation des infrastructures.

L'impact de la Covid-19 a entraîné une contraction des performances économiques au deuxième trimestre de 2020 par rapport au trimestre précédent, sauf pour la Chine qui a enregistré une croissance. Les économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne se sont contractées de 9,8 % et **11,7 %**, respectivement. Au deuxième trimestre de 2020, l'Afrique du Sud a enregistré une baisse de 16 % de son produit intérieur brut (PIB) entre le premier et le deuxième trimestre de 2020, ce qui donne une contraction économique annuelle de 51 %. L'importante contraction de la plus grande économie de la région SADC a mis en lumière la manière dont l'économie régionale a été décimée par la pandémie de Covid-19.

Les différents degrés de réactivité et l'ampleur des politiques de soutien des banques centrales et des gouvernements se traduiront par une reprise économique fragile et inégale. La pandémie a perturbé à la fois la demande et l'offre des chaînes de valeur mondiales, ce qui entraînera une baisse des dépenses, à cause de l'affaiblissement des bilans des ménages et des entreprises et d'un comportement de précaution fort induit par l'incertitude quant au cours de la pandémie et aux réponses politiques à y apporter. En outre, les faillites d'entreprises détruiront le capital organisationnel et informationnel.

L'économie post-Covid transformera la structure de l'économie car le maintien des protocoles de distanciation sociale et de santé affectera les activités économiques qui impliquent un contact humain étroit, modifiant ainsi les modes de consommation et de production.

Par conséquent, les secteurs en expansion sont beaucoup moins intensifs en main-d'œuvre et plus exigeants en compétences, et tirent parti des nouvelles technologies qui perturbent le marché du travail. Même si les activités économiques s'améliorent, les taux d'emploi ne reviendront pas aux niveaux d'avant la crise car toutes les entreprises ne rouvriront pas et ne conserveront pas les effectifs d'avant la pandémie, ce qui entraînera des pertes d'emplois et un chômage structurel. Par conséquent, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'environ 400 millions d'emplois à temps plein ont été perdus dans le monde au cours du deuxième trimestre de 2020 et la Banque mondiale a estimé que plus de 100 millions de personnes seront poussées à l'extrême pauvreté par la pandémie de coronavirus.



Bien que le monde ait appris à vivre avec le virus, une reprise économique solide et durable est peu probable sans une solution médicale permanente telle qu'un vaccin, ou des thérapies ayant fait leurs preuves dans le traitement du virus de la Covid-19. L'incertitude persistante concernant le virus et la crainte d'épidémies récurrentes pèsent sur la mobilité et la confiance des consommateurs et des entreprises. Malgré le risque de la deuxième vague d'infections, qui peut compromettre les perspectives de reprise économique, les recommandations ci-après pourront contribuer à assurer une reprise économique durable et plus forte :

- Mettre en place des systèmes de santé bien financés et résistants afin d'atténuer le risque que la pandémie représente pour la reprise économique. Il ne peut y avoir de reprise économique tant que la crise sanitaire n'aura pas pris fin ou que le virus n'aura pas été contenu.
- Avec l'ouverture des économies, les autorités sont invitées à assurer un dépistage, des tests, une traçabilité et un traitement à grande échelle. En outre, les autorités devraient continuer à encourager les gens à continuer à se conformer aux protocoles relatifs à la santé ainsi qu'à respecter des normes d'hygiène élevées et à maintenir la distanciation sociale.

La plupart des mesures d'aide aux particuliers et aux entreprises ont cessé ou sont sur le point de cesser parce que personne n'avait

prévu que la pandémie durerait aussi longtemps et aurait des conséquences aussi graves. Les États membres sont encouragés à poursuivre les mesures de secours et les filets de sécurité afin de protéger les personnes vulnérables, de fournir des liquidités pour éviter les faillites inutiles et de maintenir les liens entre les travailleurs et leurs entreprises afin d'assurer un redémarrage rapide au moment voulu. Cependant, cela aura une incidence financière qui aggravera encore la situation budgétaire et le niveau d'endettement des États membres.

## 7. APPLICATION DE LA LOI ET LA SÉCURITÉ

### 7.1 Impact de la Covid-19 sur le secteur

L'application de la loi et la sécurité ont été affectées directement et indirectement, et ce, de différentes manières. La plupart des États membres appliquant des règlements de confinement, le taux de criminalité classique comme le trafic de drogue, le vol de véhicules à moteur, le vol à domicile, etc. a considérablement diminué suite à la restriction de la circulation des personnes et à la visibilité accrue de la police dans les rues.

Les États membres ayant concentré leurs efforts sur la priorité à donner à la prévention et à la lutte contre la Covid-19, la lutte contre la criminalité

transnationale organisée a subi un impact négatif, car une part importante des capacités de police disponibles a été réorientée vers la réponse à la Covid-19. Par conséquent, les criminels ont saisi l'occasion d'exploiter le vide qui en résulte. La pandémie a alimenté une forte demande pour certains biens tels que les médicaments, les équipements de protection individuelle, les produits pharmaceutiques et autres équipements médicaux, que les éléments du crime organisé étaient prêts à fournir illégalement.

La situation de la Covid-19 a également entraîné une augmentation de la cybercriminalité, qui constituait déjà un problème majeur non seulement dans la région mais aussi dans le monde entier. Les restrictions que les États membres ont imposées à la circulation des personnes ont amené les citoyens à recourir aux plateformes numériques afin d'effectuer des transactions financières. L'utilisation de plateformes numériques a également été encouragée par les institutions financières comme moyen de réduire les contacts face à face afin d'atténuer la propagation de la Covid-19.

Cependant, cela a donné l'occasion d'une escalade des cybermenaces, allant des emails malveillants, des logiciels malveillants, des logiciels contre rançon et une augmentation des données volées aux utilisateurs et des brèches dans les plateformes de vidéoconférence, comme l'a récemment signalé le Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle.



Les mesures ci-après ont été mises en œuvre dans toute la région:

État membre	Mesures, actions et processus d'accès aux soins de santé, réduction de la surpopulation, contact avec le monde extérieur
 <b>Angola</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les nouveaux prisonniers sont placés en auto-isolement pendant deux semaines avant d'être intégrés dans le système des prisons.</li> <li>● Une section a été convertie à des fins d'auto-isolement</li> <li>● Libération des détenus en détention préventive comme condition permettant d'éviter la surpopulation tout en ne suspendant pas la procédure judiciaire</li> <li>● Les visites de la prison ont été suspendues, y compris la livraison de nourriture pour les détenus.</li> <li>● Début d'un processus de déconfinement des établissements pénitentiaires, avec une séparation par classe de prison dont les visites se feront en groupe à la reprise.</li> </ul>
 <b>Botswana</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Le pays a gracié et libéré des prisonniers afin de réduire la surpopulation</li> <li>● Des conditions telles que celles d'extra-muros, incarcérés et étrangers ont été appliquées pendant la procédure de grâce.</li> </ul>
 <b>Comores</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les visites des prisons ont été suspendues</li> <li>● Une campagne de sensibilisation concernant la Covid-19 a été menée avec le ministère de la santé dans toutes les prisons.</li> <li>● Un processus de pré libération a également été adopté.</li> <li>● Des plans visant à tester tous les prisonniers ont été adoptés et à restaurer et élargir les prisons de Moroni.</li> </ul>
 <b>République démocratique du Congo</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A gracié les prisonniers (par exemple, les enfants et les personnes poursuivies pour des délits mineurs)</li> <li>● A gracié les prisonniers dans le cadre de la justice militaire</li> <li>● A annulé les projets de transfert de prisonniers d'un établissement à l'autre lorsque des cas sont signalés dans l'établissement d'accueil</li> <li>● A travaillé en étroite collaboration avec l'OMS et a reçu diverses aides telles que l'installation de 50 lits supplémentaires, de stations de lavage des mains et de latrines, des tentes pour mettre en quarantaine les détenus malades, des programmes éducatifs, entre autres</li> <li>● Elle s'est associée à des ONG et à d'autres organisations telles que Médecins sans frontières dans le cadre du processus de test et a reçu des ressources telles que des masques.</li> <li>● Elle a également travaillé en étroite collaboration avec les Nations unies, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et a mené une campagne de sensibilisation sur les mesures préventives.</li> <li>● Le pays a désinfecté plusieurs prisons dans tout le pays</li> </ul>
 <b>Eswatini</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Il y a eu une collaboration entre les services pénitentiaires et l'UNICEF et a reçu un approvisionnement sanitaire de base de trois mois pour 100 filles, 456 garçons, 198 femmes et 12 jeunes enfants détenus dans les prisons du royaume.</li> <li>● Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a fourni des articles de toilette et des produits sanitaires afin de protéger les prisonniers.</li> <li>● Un fonds pour le téléphone a été mis en place afin de permettre aux prisonniers de communiquer avec leurs proches à cause de la suspension des visites.</li> <li>● Les visites des prisons ont été suspendues</li> </ul>
 <b>Lesotho</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A exhorté les responsables des prisons à réduire la surpopulation carcérale.</li> <li>● A préconisé une diminution des nouvelles admissions.</li> <li>● Les nouveaux détenus sont soumis à un contrôle de température à leur arrivée.</li> </ul>
 <b>Madagascar</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les procès ont été suspendus</li> <li>● Des mesures de désinfection des prisons sont en cours de mise en œuvre</li> <li>● Les prisonniers ne sont pas autorisés à sortir (les aumôneries ont suspendu leurs activités en détention, les transferts externes au tribunal ou à l'hôpital ont été annulés)</li> <li>● Il a reçu des fonds provenant de partenaires internationaux</li> <li>● Il a reçu diverses fournitures du PNUD telles que des masques, des gants en caoutchouc, des solutions hydro alcooliques,</li> <li>● Il a gracié les journalistes emprisonnés</li> <li>● Il a procédé à un dépistage systématique et à l'isolement de nouveaux venus.</li> </ul>
 <b>Malawi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A gracié les prisonniers, (prisonniers en fin de peine ou ayant été condamnés pour des délits mineurs)</li> <li>● La prison de Maula à Lilongwe a transféré toutes les femmes détenues dans cet établissement vers d'autres prisons afin de créer un espace pour un centre d'isolement</li> <li>● Toutes les visites dans les établissements pénitentiaires ont été suspendues</li> <li>● Il a établi un partenariat avec la Croix-Rouge sur la diffusion de l'information</li> </ul>
 <b>Maurice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A libéré des prisonniers qui avaient été incarcérés pour des délits mineurs afin de réduire la surpopulation</li> <li>● A prolongé la durée autorisée des appels téléphoniques et a encouragé l'utilisation des appels vidéo.</li> <li>● Elle a également organisé le travail des prisonniers afin de produire des masques et du pain.</li> <li>● Les nouveaux détenus doivent être placés en isolement pendant trois semaines dès leur arrivée en détention.</li> </ul>
 <b>Moçambique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A suspendu toutes les visites aux détenus dans les prisons du pays comme mesure de distanciation sociale</li> <li>● Les colis alimentaires sont laissés aux comptoirs.</li> <li>● Les proches sont toujours autorisés à apporter de la nourriture aux prisonniers mais aucun contact n'est autorisé</li> <li>● La vaisselle et les couverts utilisés doivent être méticuleusement désinfectés après chaque repas du détenu.</li> <li>● A gracié les prisonniers gravement malades</li> </ul>

 <p><b>Namibie</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Grâce à son installation de production de savon déjà existante dans le cadre du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha, qui a été lancé par l'ONUUDC, elle a commencé à produire des solutions liquides de désinfection des mains afin de renforcer les mesures de prévention.</li> <li>● Des points de lavage des mains ont été prévus à l'entrée des unités.</li> <li>● La visite des prisons a été suspendue</li> <li>● La température des visiteurs est prise régulièrement.</li> <li>● Port obligatoire de masques pour les prisonniers</li> <li>● Une cellule de groupe avait été convertie en un bloc d'isolement au cas où la maladie commencerait à se propager.</li> <li>● Les prisonniers de la prison de Windhoek ont commencé à fabriquer des masques faciles à laver.</li> <li>● Contrôle du personnel lors de son entrée en fonction</li> <li>● Les détenus ont reçu des cartes d'appel leur permettant de communiquer avec le monde extérieur dans des conditions surveillées.</li> <li>● Des sessions d'éducation menées par les prestataires de soins de santé de la prison, et des informations sur Covid-19 sont présentées quotidiennement au personnel.</li> <li>● Des salles d'isolement ont également été aménagées pour les détenus présentant des signes d'infection, afin de leur permettre de recevoir immédiatement les soins médicaux nécessaires.</li> <li>● Elle a gracié les prisonniers condamnés pour des délits mineurs à l'occasion de la fête nationale.</li> <li>● Les personnes âgées de plus de 60 ans ont été libérées en premier, tandis que celles qui avaient commis des crimes, des agressions sexuelles, des vols et des effractions avec circonstances aggravantes, ainsi que des infractions liées à la drogue, au braconnage et à la contrebande d'armes, ont été exclues.</li> <li>● Les visites aux postes de police, où les prévenus attendent leur procès, ont été suspendues.</li> <li>● Le gouvernement a appelé à la décongestion des cellules des postes de police.</li> <li>● Les visites dans les prisons, à l'exception des visites des avocats et des livraisons de colis alimentaires, ont été suspendues.</li> </ul>
 <p><b>Seychelles</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Une station de lavage des mains a été installée et des surveillants ont été chargés de prendre la température des visiteurs à l'entrée de l'établissement.</li> <li>● Les visites à la prison ont été suspendues</li> <li>● L'administration pénitentiaire a organisé la réception et la livraison des colis destinés aux personnes détenues afin de préserver le lien avec les proches.</li> <li>● Un fabricant de rhum a fait don d'un gel hydro alcoolique à l'administration pénitentiaire.</li> </ul>
 <p><b>Afrique du Sud</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A établi un partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge, le PNUD et a reçu des dons dans le domaine de l'hygiène et de la santé.</li> <li>● A gracié des prisonniers (enfants, prisonniers étrangers)</li> <li>● A construit un hôpital pour les patients Covid-19 et a recruté des infirmières et acquis des équipements pour l'hôpital en question.</li> <li>● Placement en liberté conditionnelle de certaines catégories de délinquants condamnés qui sont considérés comme des zones à haut risque d'infection.</li> <li>● Les visites des prisons ont été suspendues</li> <li>● Une désinfection ponctuelle des prisons a été effectuée</li> <li>● La dispense de liberté conditionnelle s'appliquera aux détenus à faible risque qui ont dépassé leur période minimale de détention ou qui atteindront cette période dans les cinq prochaines années.</li> <li>● Cette dispense exclut les détenus condamnés à la prison à vie ou purgeant des peines pour d'autres crimes graves spécifiés, y compris les infractions de nature de violence basée sur le genre, le meurtre et la tentative de meurtre, et les abus d'enfants.</li> <li>● Elle a établi un centre d'isolement au sein de la prison</li> <li>● Les nouveaux prisonniers sont mis en quarantaine à leur arrivée pendant deux semaines avant de se joindre aux autres.</li> </ul>
 <p><b>Tanzanie</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Elle s'est associée à l'ONG américaine Water Mission et a reçu des dons dans le domaine de l'hygiène et de la santé.</li> <li>● Les autorités pénitentiaires ont interdit indéfiniment toute visite dans les prisons du pays, l'interdiction concerne également les avocats des prisonniers,</li> <li>● Elle a gracié les prisonniers, y compris les étrangers</li> <li>● L'utilisation du téléphone portable est encouragée afin de garder le contact avec les avocats et la famille</li> </ul>
 <p><b>Zambie</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● A gracié les prisonniers</li> <li>● La restriction des déplacements et des visites en prison</li> <li>● A limité l'emprisonnement de nouvelles personnes, en particulier celles en situation irrégulière</li> <li>● A reçu des dons de partenaires de l'Union européenne et du gouvernement fédéral allemand dans le domaine de la santé et de l'hygiène.</li> </ul>
 <p><b>Zimbabwe</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les prisonniers ont été libérés dans le cadre d'une amnistie (les mineurs détenus, les personnes alitées, les prisonniers handicapés, les femmes, les prisonniers âgés de 60 ans ou plus et ceux qui ont purgé plus de 20 ans de leur peine ont été considérés en premier lieu)</li> <li>● Les prisons pour mineurs n'accueillent pas de nouveaux détenus et convertissent l'emprisonnement en travail d'intérêt général</li> <li>● Ceux qui ont été testés positifs ont été isolés immédiatement et tous les nouveaux détenus sont maintenant isolés avant de se joindre aux autres.</li> <li>● Les responsables des prisons se soumettent à un contrôle lorsqu'ils se présentent au travail après avoir quitté le complexe pénitentiaire.</li> <li>● Aucune visite n'est autorisée aux prisonniers</li> <li>● Des équipes chargées de la santé se déplacent afin d'informer les détenus et les fonctionnaires sur les mesures de prévention.</li> <li>● Chaque prison dispose de désinfectants et de pédiluves à tous les points d'entrée.</li> <li>● Tous les nouveaux détenus et prisonniers venant d'autres prisons ont été soumis à une période d'isolement obligatoire de 14 jours avant d'être introduits dans le reste de la</li> <li>● La fumigation a été effectuée à la prison</li> <li>● Les détenus lavent également leurs couvertures à l'eau chaude afin d'améliorer l'hygiène.</li> </ul>

Source : <https://www.prison-insider.com/en/articles/afrique-coronavirus-la-fievre-des-prisons>

## 7.2 décontamination se sont également poursuivies

Les fermetures temporaires de certains postes de police pour décontamination se sont également poursuivies dans la région, certains policiers ayant été testés positifs à la Covid-19, des décès étant enregistrés dans certains cas. Par conséquent, cela a eu un impact sur la prestation de services aux communautés respectives où ces agents se trouvaient. D'autre part, le nombre de cas positifs a augmenté parmi les soldats et les agents pénitentiaires ainsi que les détenus dans toute la région, avec des décès signalés dans certains cas. La région a également constaté une augmentation des attaques violentes contre des civils innocents dans certaines parties de la région, ce qui a entraîné le déplacement de personnes à l'intérieur du pays. Cela a encore compliqué la situation humanitaire qui est déjà soumise à la pression de la pandémie de Covid-19.

La situation en matière de sécurité dans certains États membres continue d'être compromise à la suite d'accusations et de contre-accusations, principalement entre l'opposition et les dirigeants. D'une part, l'opposition politique est considérée comme profitant des difficultés économiques provoquées par les restrictions de confinement de la pandémie de Covid-19, et de la corruption présumée dans la gestion des contrats de fourniture de Covid-19 et des décaissements en espèces, afin de mobiliser les gens et les inciter à s'engager pour le changement. En revanche, les gouvernements sont perçus comme utilisant la pandémie de Covid-19 comme un déguisement visant à restreindre l'espace politique, en particulier pour les opinions opposées. Les appels aux gouvernements pour qu'ils s'attaquent résolument à la corruption se multiplient également suite aux allégations de détournement de fonds alloués à la Covid-19 par de hauts fonctionnaires et des politiciens de haut rang.

## 7.3 Meilleures pratiques, opportunités et leçons apprises

Dans le but de s'assurer que l'application de la loi reste efficace malgré la pandémie, les États membres ont été obligés d'accélérer leurs mesures technologiques afin de garantir que les fonctions de police puissent toujours être exercées. Il s'agit notamment de technologies avancées pour le renforcement des capacités des services de police, le renseignement sur la criminalité et les enquêtes criminelles, en particulier dans l'environnement cybernétique.

Les limites normales des opérations/méthodes quotidiennes de la police ont démontré que les services de police ne peuvent pas fonctionner de manière isolée, qu'il est nécessaire d'avoir des méthodes intégrées et des partenariats continus dans la recherche de la résolution des crimes. Différentes parties prenantes essentielles au sein du gouvernement, y compris des acteurs non étatiques, ont été associées à l'élaboration d'une approche systémique globale de la gestion de la criminalité et de ses effets.

En matière de migration, les mesures restrictives transfrontalières sont toujours

en place. Seuls ceux qui transportent des biens essentiels sont autorisés à traverser les frontières et les citoyens et résidents de retour qui seront soumis à des protocoles sanitaires tels que prescrits par les différents États membres.

Dans le but de gérer la Covid-19 en milieu pénitentiaire causée, parmi tant d'autres, par le surpeuplement, les États membres ont pris des mesures visant à traiter la Covid-19 :

- la suspension des visites ;
- les campagnes de dépistage de la Covid-19 dans les prisons ;
- les campagnes de sensibilisation ; et d'autres mesures telles que la libération anticipée des prisonniers.

## 7.4 Défis et recommandations pour les États membres

L'impact de la Covid-19 dans la région a également posé certains défis qui vont au-delà de sa simple gestion. Des inquiétudes ont été soulevées quant à l'exposition accrue à la Covid-19 parmi les fonctionnaires qui opèrent en première ligne afin d'assurer la sécurité et de faire respecter les règlements. Dans certains États membres, ces fonctionnaires sont notamment tenus d'escorter la livraison d'équipements de protection individuelle (EPI), de faire respecter les mesures de confinement, d'appliquer la distanciation sociale et de rechercher les contacts. L'exercice de ces activités augmente le risque d'exposition. Il est donc nécessaire que les fonctionnaires de première ligne soient dotés de ressources suffisantes en EPI.

La région a également connu une augmentation de certains crimes et un changement dans les tendances et les modèles de certains d'entre eux. On constate une augmentation de la violence basée sur le genre. Ce changement de tendance en matière de criminalité exige d'allouer davantage de ressources aux services de police et aux autres organes chargés de l'application de la loi afin de renforcer leur capacité à faire respecter la loi. Les États membres et le Centre régional d'alerte rapide (REWC), en tant que composantes du système régional d'alerte rapide, devraient continuer à partager des informations/renseignements et à produire des rapports d'alerte rapide à l'intention des décideurs afin de garantir des actions rapides et d'éviter que les situations ne dégèrent en conflits.

Dans le même ordre d'idées, l'architecture régionale d'alerte rapide continuera à utiliser les indicateurs d'insécurité et de conflit comme lignes directrices pour la surveillance de la pandémie de Covid-19 afin de renforcer la coopération avec d'autres secteurs aux niveaux régional, continental et mondial. Cela permet de diffuser en temps utile des informations sur la paix et la sécurité et d'apporter des réponses opportunes afin de prévenir les conflits.

## 8. NORMES ET QUALITÉ

Avec l'épidémie de la Covid-19, la plupart des activités régionales sur les infrastructures de qualité ont été affectées. Cependant, étant donné que les infrastructures

de qualité ont un rôle important à jouer en tant que facilitateur d'un commerce transfrontalier harmonieux ou en tant que soutien dans la détection et le traitement des patients atteints de la Covid-19, les principes de qualité et les normes ont été appliqués par tous les États membres de la SADC dans l'approvisionnement et la distribution des produits relatifs à la Covid-19. Partout dans le monde, y compris sur le continent africain et dans les États membres de la SADC, différentes initiatives ont été prises afin de contribuer à réduire l'impact de la pandémie sur la vie des populations. Parmi d'autres contributions, des normes pour les masques faciaux, les désinfectants pour les mains, les ventilateurs et leurs composantes ont été élaborées. L'Organisation internationale de normalisation a utilisé, à titre gracieux, des normes pertinentes pour la pandémie et a ainsi contribué à sauver des vies. À cet égard, les États membres de la SADC, comme d'autres pays du monde, ont bénéficié de leur appartenance à la communauté mondiale de normalisation.

Avant la pandémie de Covid-19, l'Afrique comptait deux pays dotés de capacités de laboratoire pour les tests, l'Afrique du Sud et le Sénégal. L'inventaire panafricain de la qualité avait indiqué qu'en 2017, seuls cinq pays d'Afrique disposaient d'une infrastructure de qualité assez avancée avec la plupart des États membres de la SADC, classés comme raisonnablement ou partiellement développés. Dans la région de la SADC, l'Afrique du Sud dispose d'une infrastructure technique assez avancée et l'épidémie de la Covid-19 en Afrique du Sud a mis cette infrastructure technique à l'épreuve. Le niveau de résilience dont le pays a fait preuve durant la pandémie a prouvé l'importance de disposer d'une infrastructure nationale solide et de qualité. Cela impliquerait des capacités telles que l'identification et le contrôle de la maladie par des tests et des régimes de quarantaine.

### POUR CE FAIRE, IL EST RECOMMANDÉ AUX ÉTATS MEMBRES DE :

veiller à ce que tout le personnel impliqué dans la collecte, la conservation et l'analyse des échantillons soit bien formé.

- surveiller les normes de passation des marchés dans le cadre de leurs systèmes de marchés publics et de les appliquer, pour tous les produits, afin de s'assurer que l'infrastructure de qualité est en mesure de protéger le personnel de santé et le grand public contre les produits de qualité inférieure.

renforcer la participation des laboratoires d'essai à des programmes régionaux

- aux de comparaison inter laboratoires ou d'essais d'aptitude afin d'évaluer leurs performances dans le cadre de leur préparation à l'accréditation, de manière à garantir qu'ils répondent à des normes acceptables.

considérer les services d'infrastructure de qualité, en particulier les laboratoires médicaux, comme des services essentiels à cause du soutien crucial qu'ils apportent à la lutte contre les pandémies telles que la Covid-19



**UNE RÉGION, SEIZE NATIONS TRAVAILLANT POUR UN AVENIR COMMUN**



[www..sadc.int](http://www..sadc.int)



[sadc\\_secretariat](https://www.instagram.com/sadc_secretariat)



[facebook.com/sadc.int](https://www.facebook.com/sadc.int)



[@SADC\\_News](https://twitter.com/SADC_News)



[prinfo@sadc.int](mailto:prinfo@sadc.int)



[youtube.com/sadc.int](https://www.youtube.com/sadc.int)



ANGOLA



BOTSWANA



UNION OF  
COMOROS



DEMOCRATIC  
REPUBLIC  
OF CONGO



ESWATINI



LESOTHO



MADAGASCAR



MALAWI



MAURITIUS



MOZAMBIQUE



NAMIBIA



SEYCHELLES



SOUTH AFRICA



UNITED  
REPUBLIC  
OF TANZANIA



ZAMBIA



ZIMBABWE

## À PROPOS DE LA SADC

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est une organisation fondée et soutenue par les pays de l'Afrique australe qui cherche à promouvoir la coopération socio-économique, politique et sécuritaire parmi ses États membres et à stimuler l'intégration régionale en vue d'atteindre la paix, la stabilité et la prospérité. Les États membres sont : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Union des Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Les informations présentées dans la présente publication sont susceptibles d'être reproduites, utilisées et partagées sous réserve de la reconnaissance pleine et entière du Secrétariat de la SADC  
Southern African Development Community (SADC), SADC House, Plot No. 54385  
Central Business District, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana  
Tel: +267 395 1863, Fax: +267 397 2848/3181070, Website: [www.sadc.int](http://www.sadc.int)  
Email: [prinfo@sadc.int](mailto:prinfo@sadc.int) or [registry@sadc.int](mailto:registry@sadc.int) or [webmaster@sadc.int](mailto:webmaster@sadc.int)

@2020 SADC Secretariat